

BULLETIN DE LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES

VOL.11 NUMÉRO 1 - FEVRIER 2008

SOMMAIRE

Article	Page
Editorial	1
Libre-échange et intégration : un aperçu de la situation actuelle	2
Impacts du libre-échange et alternatives féministes d'intégration	4
Libre-échange mondiale:	6
1. Le PSP : libre-échange et intégration militarisée en Amérique du Nord	6
2. Afrique et Union européenne : une rencontre alternative cherche à construire un autre modèle de partenariat opõe outros modelo de parcerias.	8
3. Costa-Rica et Israël-Mercosul : les accords bilatéraux avancent ; la résistance continue	9
Nos alternatives : les espaces anti-mondialisation :	11
1. La Journée de mobilisation et d'action mondiale: la réelle mondialisation du FSM	11
2. 3 ^e Contre-sommet « Tisser des alternatives »	12
3. Démocratie participative du local au global : pour quel développement ?	13
4. « La mondialisation de la lutte » : la I ^{re} Rencontre des femmes zapatistes réunit des femmes du monde entier	14
5. La famille de la Marche Mondiale Fes femmes continue de s'agrandir : création au Bangladesh d'une Coordination nationale	16
Début des préparatifs pour la VII ^e Rencontre internationale de la Marche Mondiale des Femmes	16
Calendrier des événements/ Contacts	17
Prochaine numéro	17

ÉDITORIAL

Chères amies,

Un des quatre champs d'action de la Marche mondiale des femmes, en tant que mouvement féministe anti-capitaliste, est le travail des femmes. Sur cette question, nos objectifs politiques sont de poursuivre notre tâche concernant les alternatives économiques féministes, mais aussi de dénoncer les impacts de la mondialisation néolibérale et patriarcale sur la vie des femmes, leurs conditions de travail et leur autonomie financière. Les accords de « libre » échange constituent non seulement un des piliers du néolibéralisme mais établissent également les règles d'un système fondé sur l'exploitation sexuelle et internationale du travail. Pour cette raison, l'un des objectifs de

notre Plan stratégique de 2007-2010 est de « renforcer la participation de la MMF dans la lutte contre le libre-échange », et c'est avec cette idée en tête que nous avons décidé de consacrer à ce thème la première édition de 2008 du bulletin.

Dans un premier temps, sont présentés les concepts de libre-échange et d'intégration - avec une étude des impacts de cette dernière – et les alternatives féministes de commerce. Dans ce point, sont également analysés : la menace du Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP) pour la société civile et les résistances qui s'organisent ; le sommet « Afrique-Europe : quelles alternatives ? » qui sera réalisé au Portugal en décembre ; la progression des accords bilatéraux et les luttes pour les affronter (Costa Rica : Israël-Mercosud).

Dans un deuxième temps, nous soulignons cinq alternatives à la mondialisation néolibérale sur lesquelles la Marche s'est engagée ou va s'engager : la troisième rencontre « Tisser des alternatives » qui se réalisera au Pérou en mai ; une rencontre internationale pour débattre sur la démocratie participative en France en décembre 2007 ; la 1^{re} Rencontre des femmes zapatistes avec des femmes du monde entier également en décembre dernier ; le 26 janvier 2008 et la réelle mondialisation du FSM ; et le lancement de notre plus récente Coordination nationale, en Asie du Sud, au Bangladesh.

Notre défi, en tant que mouvement international, consiste à nous assurer que la lutte mondiale contre le libre-échange demeure supérieure à la somme de ses éléments. En d'autres termes, comment pouvons-nous mettre en commun des expériences et apprendre à chaque mobilisation ou événement à l'intérieur de la Marche et avec nos alliés, de manière constructive et créative ? Comment échanger des idées et construire ensemble des stratégies communes contre l'avancée du libre-échange et autres politiques néolibérales ? Le 26 janvier, Journée de mobilisation et d'action mondiale du FSM est l'une des initiatives remplissant ces objectifs et le 8 mars, Journée internationale de la femme en sera une autre. Ne perdons pas l'opportunité de nous faire entendre et de nous montrer pour demander un autre monde, basé sur des valeurs féministes, anti-capitalistes et vraiment démocratiques.

LIBRE-ECHANGE ET INTEGRATION : UN APERÇU DE LA SITUATION ACTUELLE

L'année 2005 a marqué une étape importante dans la lutte contre le néolibéralisme. En effet, cette année-là, échouèrent les négociations commerciales déterminant l'aboutissement du Cycle de Doha (qui avait vu le jour en novembre 2001 à l'issue de la Conférence ministérielle du même nom) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'événement fut célébré dans le monde entier par les organisations, réseaux et mouvements sociaux qui avaient dénoncé depuis le début les risques de l'OMC pour les populations.

Créée en 1995 pour établir les règles de fonctionnement dans les échanges commerciaux entre les pays du monde, l'OMC est de plus en plus critiquée pour son action en faveur des corporations transnationales qui, par l'intermédiaire des gouvernements des nations les plus puissantes du monde, agissent pour promouvoir une ouverture plus grande des marchés et la fin de la régulation interne importante pour le développement des pays du Sud. Au sein de l'OMC, la prédominance des lois régies par le marché ne concerne pas seulement la "libre circulation des marchandises", mais s'étend aux services qui, auparavant, n'étaient pas susceptibles de commerce, comme l'accès à la santé, l'éducation ou l'eau. Ainsi, le rôle de l'État se trouve réduit concernant la définition de son

économie, déléguant cette fonction à des organismes multilatéraux tels que l'OMC, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, ce désengagement ayant des répercussions directes sur les personnes (**voir l'article suivant**)

Les traités de libre-échange : une nouvelle stratégie

On retrouve la même logique que l'OMC, parfois même pire, pour les traités de libre-échange (TLE) bilatéraux ou régionaux, accords de partenariat économique (APE) ou d'intégration régionale. Les difficultés constantes des cycles de négociations de l'OMC et, dans le cas des Amériques, l'échec de la ZLEA - Zone de libre-échange des Amériques – ont accéléré la signature de TLE, stratégie utilisée principalement par les Etats-Unis, mais aussi par l'Union européenne. Très souvent, les TLE sont employés pour toucher à des thèmes sur lesquels l'OMC n'interfère pas (commerce de services, droits de propriété intellectuelle, mesures de protection pour les investissements et achats gouvernementaux).

Parmi ces accords, on citera les traités de libre-échange signés entre les États-Unis, le Chili, la Colombie, le Pérou et le Costa Rica, ou celui entre l'Union européenne, le Mexique et le Chili, ou encore les discussions avec le Mercosud, les pays d'Afrique, l'Amérique centrale et les Caraïbes. C'est pourquoi il est important de résister et de lutter de manière permanente contre l'OMC et les TLE, notamment à travers la recherche et la construction d'alternatives.

Quelques exemples des TLCs signés à partir de 2004	
Canada-Peru	Janvier 2008
Israel-« Mercosud »	Décembre 2007
Japon – Indonésie	Août 2007
Japon - Mexique	Septembre 2004
JPEPA (Japon y Phillipines)	Septembre 2006
Etats Unis - Australie	Janvier 2005
Etats Unis - Chile	Janvier 2004
Etats Unis – DR - CAFTA	Août 2006
Etats Unis - Maroc	Janvier 2006
Etats Unis - Peru	Avril 2006
Pour une liste plus comprehensive, voir les sites suivants :	
Bilatéraux (tous ce qui n'est pas l'OMC) : http://www.bilaterals.org	
La lutte contre les TLCs: http://www.fightingftas.org	

À la recherche d'alternatives : la situation particulière de l'Amérique latine

Avec l'échec des cycles de l'OMC, le mouvement mondial contre le néolibéralisme se doit de penser à des alternatives d'intégration régionale et à de nouvelles instances mondiales tournées vers les intérêts des populations. Actuellement, l'Amérique latine est celle qui possède le climat politique le plus propice à la construction d'une alternative de commerce et d'intégration des peuples. La capacité de mobilisation des réseaux, des mouvements sociaux mettant en place des campagnes qui ont abouti à la fin des négociations de la ZLEA (à Mar del Plata en 2005) ou à l'élection, dans le continent, de plusieurs gouvernements identifiés avec les mouvements sociaux, permet la discussion d'un projet

d'intégration régionale contre-hégémonique, en opposition au programme que les États-Unis et autres puissances ont pour la région.

Depuis 2006, les discussions autour de ce projet prennent forme, intégrant de nouveaux acteurs comme des partis politiques et des centres de recherche. Ces discussions avaient été entamées au moment des débats lors des affrontements contre la ZLEA et l'OMC, avec notamment l'évaluation des propositions d'intégration antérieures comme le Mercosud et l'émergence, dans la lignée des mouvements de résistance, de nouvelles propositions comme la Communauté sud-américaine des nations (actuellement connue comme Unasul – Union des nations de l'Amérique du Sud, fondée en 2004), l'Alba (l'Alternative bolivarienne pour les Amériques) et le TCP (Traité de commerce entre les peuples), signés en 2006 entre la Bolivie, le Venezuela et Cuba.

En décembre 2006, la réalisation à Cochabamba, en Bolivie, du premier Sommet social pour l'intégration des peuples, a permis d'approfondir encore plus la construction d'un consensus entre les mouvements et la réalisation d'une discussion entre les gouvernements de la région autour de propositions concrètes.

En 2007, la création de la Banque du Sud représente un pas supplémentaire concernant cette intégration puisqu'elle va permettre des formes de financement autonomes, indépendantes des structures actuelles comme le FMI et la Banque mondiale qui entraînent une dépendance.

Au-delà des financements, l'autre point stratégique de ce débat est l'intégration physique de la région (au niveau des infrastructures). C'est ce que propose l'Initiative pour l'intégration de l'infrastructure régionale sud-américaine (IIRSA) où existe cependant une rivalité constante entre les projets visant exclusivement les intérêts productifs et commerciaux des grandes entreprises et ceux qui cherchent à répondre aux demandes locales d'énergie et d'infrastructure et à réduire l'impact sur l'environnement dans les communautés.

La Marche Mondiale des Femmes participe, avec divers mouvements sociaux d'Amérique latine, à ce débat pour la construction d'une alternative d'intégration qui incorpore la perspective féministe (*voir l'article suivant*). La tâche est ardue. En effet, il s'agit d'abord d'admettre que les différences existent pour pouvoir construire une vision intégrant les contradictions, les hiérarchies et les discriminations. Ce n'est que sur cette base que l'on pourra émettre une proposition qui réponde à tous les problèmes soulevés.

Pour plus d'informations :

Réseau « Notre monde n'est pas à vendre »

Féminisme et intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes

Rebrip – Réseau brésilien pour l'intégration des peuples

Marche Mondiale des Femmes

IMPACTS DU LIBRE-ÉCHANGE ET ALTERNATIVES FÉMINISTES D'INTÉGRATION

Les traités de libre-échange et d'intégration – fondés sur la logique néolibérale du marché, de la consommation et la réduction du rôle de l'État – ont des effets négatifs sur la vie de toutes les personnes : baisse du nombre d'emplois, augmentation de l'exploitation des

travailleurs en milieu rural et urbain, menace pour les droits de l'homme, diminution de la capacité des gouvernements à garantir l'accès à la santé, la sécurité et la souveraineté alimentaire, danger pour l'environnement et la diversité biologique. Dans ce scénario, les femmes sont les principales victimes. En effet, le modèle néolibéral présente, dans sa structure, une alliance perverse entre le marché et le patriarcat.

Les analyses sur les impacts des politiques d'ajustement et d'ouverture commerciale mettent en évidence l'incorporation massive des femmes dans les emplois précaires et flexibles, sans protection légale ni droit à la syndicalisation, exécutant les mêmes tâches que les hommes avec une rémunération en moyenne 30 % inférieure. De la même manière, les femmes sont utilisées pour compléter ou substituer l'État avec notamment une intensification des tâches domestiques et de celles liées aux soins. Ces travaux, considérés comme "naturellement" féminins, augmentent les inégalités, étant généralement réalisés par des femmes ayant migré du Sud vers le Nord. Le modèle néolibéral gère davantage d'inégalités, entre les hommes et les femmes, entre les pays du Nord et ceux du Sud, entre les femmes. Si, d'un côté, les femmes occupent de plus en plus des postes qualifiés, de l'autre côté, le nombre de femmes en situation de travail précaire (d'ailleurs de plus en plus précaire) augmente au même rythme. Ce cadre aboutit à une divergence des intérêts entre les femmes et à la fragilisation des relations entre les différentes classes, genres, races et générations, entre autres.

La Marche Mondiale des Femmes ne cesse, depuis ses débuts, de remettre en cause ce modèle économique qui gère et renforce les inégalités. Au cours de ces huit dernières années, elle s'est engagée continuellement avec d'autres mouvements sociaux dans la lutte contre le libre-échange et, plus spécifiquement, dans le Forum Social Mondial pour construire un projet alternatif de société. Le débat sur l'intégration régionale, central aujourd'hui en Amérique latine, a été fondamental pour faire progresser cette construction. Selon nous, il ne sert à rien de réformer les traités et accords proposés par les gouvernements et organismes multilatéraux avec des clauses liées au genre ou aux questions sociales pour réduire l'impact du libre-échange sur la vie des personnes. Il est nécessaire, en s'appuyant sur les mouvements, de construire une proposition alternative.

Éléments pour une intégration génératrice d'égalité

La vision d'intégration que nous voulons construire est fondée sur l'éthique et des valeurs d'humanité, pas seulement sur le marché. Ainsi, les notions telles que la croissance, le marché, la modernisation et le développement sont remises en cause, s'opposant à des principes-clés pour l'économie féministe : la solidarité, la coopération, la réciprocité et la justice. Le défi consiste à mettre en pratique ce discours théorique à travers la mise en place de politiques concrètes.

Pour construire un autre modèle d'intégration et de développement, il faut tout d'abord remettre en question l'inégalité, la relation inégale et hiérarchique entre les hommes et les femmes, qui découle de pratiques sociales et rôles sociaux distincts. Il est nécessaire de mettre en évidence le rôle économique que jouent les femmes à travers l'importance (dans tous les sens du terme) de leur travail – non reconnu comme tel - aux niveaux domestique et des soins en général, pour la reproduction de la vie.

Une autre intégration est possible, fondée sur des impératifs comme la réappropriation collective de nos ressources, l'adoption de diverses formes d'organiser la production, la

priorité réservée aux soins et au bien-être humains, le renforcement des diversités et la pleine autonomie accordée aux femmes.

Une intégration créatrice d'égalité présuppose le démantèlement des mécanismes d'oppression liés aux classes, au genre, à la race et à l'ethnie. Ainsi, les différentes formes de discrimination des femmes, des noirs, des indigènes, des homosexuels et autres groupes opprimés doivent être désarticulées. Ce phénomène ne peut se produire que si les revendications de ces groupes sont assumées effectivement par l'ensemble des mouvements dans le processus de discussion d'un projet d'intégration.

La conquête de l'égalité dans les mouvements et l'incorporation dans ce débat des questions apportées par le mouvement féministe représentent un défi permanent : d'une part, au niveau du sens de l'association des deux sexes dans cette lutte et, d'autre part, pour l'intégration de ces questions aux pratiques, valeurs et propositions. Cela implique la participation à des espaces de discussion avec un agenda de revendications spécifiques aux femmes aidant à progresser dans la construction de cette égalité. Dans ce processus, l'organisation, la mobilisation, le travail sur ces thèmes et la prise de décisions collective apportent de nouvelles problématiques que nous, les femmes, devons résoudre.

Texte élaboré à partir du pamphlet « *Mulheres construindo alternativas para outra integração* » (Des femmes construisent des alternatives pour une autre intégration), écrit pour le Sommet social pour l'intégration des peuples (en décembre 2006) et de la publication « *Feminismo e Integração da América latina e do Caribe* » (Féminisme et intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes). Voir le pamphlet en espagnol : http://www.sof.org.br/marcha/arquivos/pdf/cochabamba_folder.pdf et la publication en portugais : http://www.sof.org.br/arquivos/pdf/caderno_10.11.07.pdf

LIBRE-ECHANGE MONDIALE

1. Le PSP : libre-échange et intégration militarisée en Amérique du Nord

En mars 2005, lors d'une réunion privée entre les chefs de gouvernement des trois pays d'Amérique du Nord - les présidents George W. Bush (États-Unis), Vincent Fox (Mexique) et le Premier ministre Paul Martin (Canada) – ont débuté les négociations pour la mise en place d'un traité dont l'objectif principal est l'approfondissement de l'intégration de la région déjà en cours avec l'ALÉNA – l'Accord de libre-échange nord-américain ou NAFTA – North American Free Trade Agreement. De cette rencontre est né le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP - Partnership for Security and Prosperity).

Toutes les négociations du PSP se sont réalisées en secret, sans que le public, les élus et les organisations de la société civile n'en aient été informés. Ce n'est qu'après ce dialogue aux apparences informelles, qui s'est tenu dans le ranch de M. Bush au Texas, qu'un communiqué de la Maison Blanche a été diffusé. Les mesures qui n'ont même pas été adoptées officiellement ont cependant débouché, les mois suivants, sur la création d'un ensemble d'instances visant au renforcement du PSP :

- 1) 19 groupes de travail (dont 10 dédiés à la « prospérité » et 9 à la « sécurité »).

- 2) Un groupe de suivi, composé de ministres de l'Intérieur, de l'Industrie et des Affaires étrangères, chargé de remettre aux chefs d'État un rapport annuel sur la réalisation des objectifs du PSP.
- 3) Un Conseil nord-américain de compétitivité (CNAC), fonctionnant depuis 2006, dont l'objectif est de "conseiller" les dirigeants sur des questions ayant trait au thème de la compétitivité, composé de 10 chefs de grandes entreprises de chaque pays qui sont nommés par les chefs d'Etats respectifs.

Identique aux autres accords de « libre-échange » et d'intégration, proposés de manière verticale, sans aucune discussion avec la société, le PSP représente une initiative typique où les lobbies des grandes entreprises n'exercent pas une activité de conseil mais plutôt d'influence directe sur les décisions et les orientations prises.

Ce que le PSP prévoit

Le PSP prévoit le renforcement de l'intégration continentale au niveau sous-régional – qui a débuté, en Amérique du Nord, avec l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (en 1987) et l'ALÉNA (en 1994). Ces deux accords commerciaux ont pour objectif la libéralisation de tous les produits, biens et services, aboutissant à leur transformation en marchandise : les ressources naturelles, énergétiques, l'eau, les services sociaux et médicaux, l'éducation et autres biens communs de la société. Le PSP accélère la privatisation et l'exploitation des ressources au nom de la « prospérité », en attachant celle-ci à la notion de « sécurité nationale ».

La militarisation est peut-être l'aspect le plus préoccupant du PSP. Le combat contre le terrorisme, après les attentats du 11 septembre 2001, s'est transformé en cheval de bataille de la politique du gouvernement Bush. Avec le PSP, les États-Unis ont réussi à imposer leur politique comme référence à leurs voisins canadien et mexicain avec notamment le renforcement des mesures relatives à l'immigration et à la surveillance des frontières. Au Canada, par exemple, la guerre est devenue un élément central de la politique étrangère, avec une augmentation des dépenses militaires depuis 2001. Les forces armées canadiennes, qui agissaient auparavant principalement dans des missions humanitaires assument de plus en plus d'actions de combat (comme celles en Afghanistan). Ces modifications des politiques étrangères du Mexique et du Canada résultent de la peur de perdre leurs relations économiques privilégiées avec les USA.

Dans le but de prévenir les menaces à la sécurité des États-Unis, l'harmonisation des politiques étrangères implique une évidente perte de souveraineté. De la même manière que des mesures telles que la mise en commun des listes de passagers visant à la chasse aux terroristes sont des prétextes pour l'augmentation du contrôle de l'État sur chaque individu.

Résistance

L'Alliance sociale continentale (<http://www.asc-hsa.org/>) est un ensemble de mouvements sociaux progressistes des Amériques réunissant divers réseaux régionaux et nationaux de résistance au libre-échange. Au Canada, elle est représentée par le RQIC – le Réseau québécois sur l'intégration continentale (www.rqic.alternatives.ca) et le Common Frontiers (<http://www.commonfrontiers.ca/>). Au Mexique, par le RMALC – le Réseau mexicain d'action contre le libre-échange et aux États-Unis (<http://www.rmalc.org.mx/index.shtml>), par l'ART – Alliance for Responsible Trade (<http://www.art-us.org/>).

On peut trouver certains articles et des informations détaillées sur le PSP sur les sites de ces réseaux.

Quelques recommandations de lecture sur le PSP :

- "Une nouvelle phase du néolibéralisme en Amérique du Nord : vers une intégration profondément militarisée ?" www.rqic.alternatives.ca

2. Afrique et Union européenne : une rencontre alternative cherche à construire un autre modèle de partenariat

Des militants de divers réseaux, centres de recherche, ONG et mouvements sociaux d'Europe et d'Afrique se sont réunis entre les 7 et 9 décembre 2007, à Lisbonne, au Portugal, lors d'une rencontre alternative organisée parallèlement au second sommet entre des chefs d'États de 80 pays d'Afrique et de l'Union européenne. Ce sommet intitulé « Afrique-Europe : quelles alternatives ? » qui a été le premier à avoir lieu parallèlement au sommet officiel s'est organisé selon quatre thèmes centraux de débats pour les sociétés civiles des deux régions : environnement, ressources naturelles et souveraineté alimentaire ; migrations ; développement économique ; droits humains.

Pendant ce temps, au sommet officiel, les gouvernements se réunissaient avec l'objectif principal de signer de nouveaux accords commerciaux temporaires – les Accords de partenariat économique (APE), qui ont substitué les anciens accords, valables jusqu'au 31 décembre dernier. Le délai a été imposé par l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Mais cet objectif n'a pas été atteint étant donné que la majorité des chefs d'État africains s'est refusée à signer les nouveaux accords. Ce second sommet a eu lieu sept ans après le premier, réalisé en 2000, et après une tentative infructueuse de nouvelle édition en 2003.

Lors du sommet alternatif, des participants africains et européens ont souligné le rôle historique et contemporain des gouvernements et corporations européennes en Afrique. 50 ans après les premières décolonisations, les populations d'Afrique et en particulier subsahariennes, sont les premières atteintes par les inégalités causées par la mondialisation économique et financière; les services essentiels, comme l'accès à l'éducation et à l'eau, ne sont pas assurés, le revenu familial – en grande partie issu de l'agriculture – est en baisse constante. En outre, l'appui prêté par l'Union européenne aux régimes totalitaires et dictatoriaux en Afrique a été dénoncé.

Le « Partenariat stratégique entre l'UE et l'UA » a été évalué comme une menace supplémentaire à court et long terme pour l'Afrique. Loin de promouvoir une réelle solidarité avec ce continent, les politiques européennes – représentées principalement par l'Accord de Cotonou et les accords Euromed – imposent des accords commerciaux agressifs. Ces accords cherchent à faciliter l'accès des multinationales européennes aux ressources naturelles du continent africain en même temps qu'ils imposent des restrictions croissantes à la circulation des personnes et maintiennent les populations africaines dépendantes de l'aide internationale, menaçant leurs droits économiques, sociaux, environnementaux et culturels.

Une alternative des peuples

Le sommet alternatif a permis que les citoyens européens et africains participent à la construction commune d'une autre politique européenne pour l'Afrique. Les débats

réalisés ont abouti à l'élaboration d'un document réunissant les visions et propositions de part et d'autre pour la mise en place d'un véritable partenariat euro-africain, vraiment solidaire et plus juste au nord et au sud de la Méditerranée. Le document, qui a été remis aux représentants des gouvernements du sommet officiel, présente les revendications pour chacun des axes thématiques de la rencontre comme : la fin de la tyrannie des politiques économiques préjudiciables aux pays africains ou encore des accords bilatéraux ; l'appui grâce aux aides publiques aux petits agriculteurs – africains ou européens ; l'adoption concrète des diverses conventions et recommandations garantissant les droits fondamentaux pour tous (comme l'accès à la santé, l'éducation, le logement), en particulier pour les travailleurs immigrés sans-papiers et leurs familles. On a également inséré dans la déclaration de la défense des droits humains, une mention spéciale pour les droits des femmes, notamment pour leurs droits sexuels et reproductifs : « Nous rejetons la violence de genre, les mariages forcés et autres pratiques qui constituent des violations aux droits humains et sont responsables de la mort de milliers de femmes dans le monde chaque année ».

Pour accéder à l'intégralité de la déclaration cliquer sur les liens :

anglais - <http://africa-europa-alternativas.blogspot.com/2007/12/final-declaration.html>

français - <http://africa-europa-alternativas.blogspot.com/2007/12/dclaration-finale.html>

portugais - <http://africa-europa-alternativas.blogspot.com/2007/12/declarao-final.html>

Les participants se sont également engagés à approfondir les stratégies de solidarité en profitant de l'agenda militant des mouvements africains et européens de l'année, notamment :

- Σ La XII^e Réunion de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), à Accra (Ghana), en avril 2008 ;
- Σ La Conférence sur l'Europe globale et les Accords de libre-échange de l'UE, à Bruxelles, en avril 2008 ;
- Σ Le 5^e Forum social européen, à Malmö (Suède), en septembre 2008 ;
- Σ Le Forum social mondial des migrations, prévu à Madrid, en septembre 2008 ;

Des informations supplémentaires sur le sommet sont disponibles sur le blog :

<http://africa-europa-alternativas.blogspot.com>

3. Costa-Rica et Israël-Mercosul : les accords bilatéraux avancent ; la résistance continue

La ratification du Traité de libre-échange (TLC) entre l'Amérique centrale, les États-Unis et la République dominicaine (ou Cafta - Central American Free Trade Agreement) lors du référendum du 7 octobre dernier au Costa Rica et la signature du TLC entre Israël et le Mercosul, en décembre 2007, ont été deux coups très durs portés au mouvement de lutte contre le libre-échange en Amérique latine. Cependant, les mouvements et organisations continuent à se mobiliser comme nous pouvons le découvrir dans les reportages ci-dessous.

Costa Rica

« Ce qui, à première vue, semble un échec du Mouvement patriotique du NON face au Traité de libre-échange au Costa Rica peut être considéré, après coup, comme une victoire en ce qui concerne le renforcement du mouvement organisé ». Telle est l'analyse

que réalisent Marissa Revilla et Sandra Moran (Mexique et Guatemala) sur le processus de résistance au libre-échange dans le pays. Elles ont participé en tant qu'observatrices au référendum (le premier de l'histoire du pays) sur le TLC, réalisé le 7 octobre dernier, au Costa Rica.

Tout d'abord, ce référendum a été le résultat de la mobilisation croissante des représentants de la société civile costaricaine, depuis la signature du TLC avec les États-Unis, le Salvador, le Guatemala et le Honduras en mai 2004, rejoints par la République dominicaine, en août 2004. 17 personnes ont participé au référendum en qualité d'observateurs et observatrices internationaux (nommés par le Tribunal suprême des élections), issus du Mexique, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama. Les observatrices et observateurs se sont rendus dans six communautés indigènes et paysannes et ont pu être témoins des irrégularités commises lors du scrutin.

Au moment de la campagne, on a pu observer, au niveau de la conscience populaire, le renforcement d'un sentiment anti-impérialiste et anti-néolibéral et la réalisation d'efforts pour reconstruire l'histoire et faire ressurgir les valeurs nationales et latino-américaines ; ce phénomène a fait émerger une grande variété de conceptions, d'abordages et perspectives qui mettent l'accent sur l'importance du rôle du peuple, des quartiers et des organisations populaires. La tolérance et la totale soumission du Tribunal suprême des élections vis-à-vis du gouvernement et de ses alliés ont facilité la mise en place et la réalisation d'un certain nombre d'infractions qui ont favorisé le « oui » finissant par détourner la volonté de l'électorat.

Malgré tout, la présence des délégations internationales a représenté une opportunité pour établir et renforcer la solidarité et les liens politiques entre les organisations et communautés populaires d'Amérique centrale pour le partage et l'échange d'opinions et d'expériences. Elle a également permis la communication d'informations sur les effets du TLC au Mexique et en Amérique centrale et l'échange de stratégies de lutte et de résistance face au capitalisme néolibéral.

Femmes du NON

Pendant tout le référendum, les femmes ont joué un rôle fondamental : « elles ont participé à des programmes de radio, à des actions de promotion dans les rues, à l'organisation de journées et à toutes les activités mises en place depuis le début du mouvement ». S'appuyant sur les organisations de femmes et les Femmes contre le TLC, une proclamation a été rédigée exprimant très clairement ce que les femmes exigent pour elles-mêmes et tout le pays. Dorénavant, les Femmes contre le TLC ont décidé de s'appeler les **Femmes du NON** : « NON aux lois d'implantation du TLC et à l'abus de pouvoir, dans nos maisons ou dans notre pays. NON à la violence publique et privée, qu'elle soit exercée par le président de la République ou le père de famille. NON au développement aveugle et irresponsable ; NON à un modèle de société centré sur la production des choses au détriment de la reproduction de la vie ; NON à un système basé sur le profit et la compétence comme valeurs suprêmes ; NON à la discrimination contre les femmes ; NON à l'effacement de notre résistance millénaire » (**récit de Marissa Revilla et Sandra Moran**).

Accédez à l'intégralité de l'article sur le référendum au Costa Rica sur le site de la Marche mondiale des femmes, en espagnol :

http://www.marchemondiale.org/themes/alternatives_economiques/freetrade-integration/referendum_costarica/fr

Israël - Mercosur

Les mouvements et organisations des pays appartenant au Mercosul – Argentine, Brésil, Uruguay et Paraguay – qui ont participé au Sommet des peuples du Sud à Montevideo en Uruguay, entre les 16 et 18 décembre 2007, voient d'un oeil inquiet la signature de l'accord de libre-échange avec Israël. Non seulement l'accord suit les principes et les règles de l'OMC, qui concrètement servent à défendre les intérêts des grandes corporations transnationales, mais il permet également l'ouverture du secteur des services publics (eau, éducation, santé entre autres) à des entreprises étrangères, devenant une menace réelle pour la garantie des droits fondamentaux dont sont responsables les états nationaux et qui ne peuvent être délégués à d'autres acteurs.

L'autre aspect préoccupant est le fait qu'Israël est un des principaux alliés des États-Unis dans leur politique de guerre et militarisation. "Un État qui occupe militairement des territoires palestiniens, construit un Mur de l'Apartheid à l'intérieur du territoire palestinien, et, en ce moment, est le protagoniste d'une déclaration virtuelle de guerre contre l'Autorité palestinienne légalement constituée ; un État qui agresse brutalement la population de Gaza et va à l'encontre des Résolutions de l'ONU sur le Moyen-Orient ; un État qui, depuis ces dernières années, ignore l'arrêt de la Cour internationale de justice qui le 9 juillet 2004 a exigé l'arrêt des travaux et la démolition du Mur" (Déclaration du Sommet des peuples du Sud, 17/12/2007).

En outre, les mouvements et les organisations rappellent que « la Cour a recommandé aux autres États de ne pas reconnaître ni coopérer en aucune façon à tout ce qui favorise le prolongement de cette situation créée par le Mur et l'occupation israélienne des territoires palestiniens ». C'est pourquoi ils militent pour empêcher la ratification de cet accord par les parlementaires de leurs pays.

Pour lire l'intégralité de la Déclaration du Sommet des peuples du Sud cliquez sur le lien : <http://africa-europa-alternativas.blogspot.com/2007/12/dclaration-finale.html>

Nos alternatives : les espaces anti-mondialisation

1. La Journée de mobilisation et d'action mondiale: la réelle mondialisation du FSM

26 janvier 2008 : Alors qu'il neige et fait 5 degrés à Montréal au Québec, à Manille, dans les Philippines le thermomètre affiche 32 degrés et le temps est humide. Cependant, ce même jour – et malgré les différences climatiques – la MMF a été présente dans diverses mobilisations de part le monde. Du Pakistan au Pérou, du Guatemala à la Galice, de la France au Philippines, du Bangladesh, au Brésil, les militantes de la Marche se sont rassemblées pour manifester dans les rues par solidarité envers les femmes qui ne peuvent pas s'exprimer. Sous le slogan « Elles sont présentes ! », les femmes de Birmanie, de République démocratique du Congo, de Haïti, du Kenya et du Mexique, ont été citées et la violence quotidienne et les abus dont elles souffrent ont été dénoncées avec une grande vivacité.

Les mobilisations ont pris différentes formes selon les pays, mais la **batucada** féministe de la MMF a résonné dans plusieurs endroits : à Manille aux Philippines où, pour la première fois, les femmes ont animé la marche « **nous luttons pour l'emploi, la justice, la terre et la liberté** » ont-elles scandé ; au Brésil, le pays de naissance de la **batucada**, on a pu écouter ses rythmes dans plusieurs villes; enfin, à Montréal, où les militantes de la Marche se sont réchauffées sur une adaptation funk.

Dans d'autres pays, la MMF a participé à des séminaires et à des forums: au Pakistan, 200 organisations de la base, des femmes et autres mouvements (paysans, pêcheurs, journalistes, avocats...) ont participé à une Assemblée des Mouvements sociaux très animée (les autorités n'ayant malheureusement pas autorisé la réalisation de la marche et la **batucada** initialement planifiées) ; en Galice, la Marche a été présentée à l'Assemblée constituante du Forum Social de Galice où a également été annoncée la réalisation de la rencontre internationale de la MMF qui aura lieu dans cette région en octobre prochain ; au Mexique, on a monté une Tente des femmes dans le Zocalo dans la ville de Mexico où la MMF a participé à des débats (et le 31 janvier a eu lieu une manifestation contre le PSP où la MMF était également présente) ; à Cuba, la Coordination nationale de la MMF a organisé une session pour réfléchir sur le présent et le futur de la Marche dans le pays. Ailleurs, il y a eu des événements culturels comme dans la ville de Villa El Salvador au Pérou où le 26 janvier a été une journée culturelle - avec des graffitis, du mime, du théâtre et du cinéma – et de débats. En France, à Paris, une marche festive a été organisée par les associations qui participent aux FSE et FSM (dont la MMF) et suivie d'activités culturelles et de débats. Au Bangladesh, la toute récente Coordination nationale de la Marche a organisé une chaîne humaine face au Parlement national dans la capitale, Dhaka.

Nous continuerons à marcher jusqu'à ce que les femmes soient libres !

Jusqu'au 8 mars

Le matériel produit par le Secrétariat international pour les manifestations du 26 janvier – documents, textes dénonçant la violence en Birmanie, en République démocratique du Congo, en Haïti, en Iran, au Kenya et au Mexique – constituent une source permanente d'informations et peuvent être utilisés dans n'importe quelle activité (ne présentant ni date ni le logo du FSM). Pour les télécharger cliquez sur :

À cet égard, les activités du 8 mars prochain – Journée internationale de la femme – (pour lesquelles les manifestations du 26 janvier ont constitué une phase préparatoire) sont une occasion idéale pour dénoncer de nouveau dans le monde les graves violences exercées sur les femmes dans ces pays.

2. 3^e Contre-sommet « Tisser des alternatives »

Entre les 12 et 15 mai 2008, se déroulera la troisième rencontre « Tisser des alternatives » - Réseau birégional de mouvements sociaux latino-américains et européens, à Lima, au Pérou. La rencontre devance le cinquième sommet entre les chefs d'État de l'Union européenne et de l'Amérique latine et des Caraïbes (UE-ALC), qui aura lieu les 16 et 17 mai et qui prétend avancer en ce qui concerne les négociations pour la définition et la signature de traités bilatéraux de commerce entre les deux régions.

La troisième édition de « Tisser des alternatives » (en espagnol, *Enlazando alternativas* 3 – EA3) représentera une opportunité pour les organisations de la société civile des deux continents de faire pression sur les gouvernements concernant le changement du style des relations entre les deux régions et pour la progression de la construction d'alternatives aux politiques néolibérales, à la botte du grand capital transnational.

Le Réseau birégional des mouvements sociaux latino-américains et européens a été créé en mai 2004 à Guadalajara (Mexique) lors de la première rencontre "Tisser des alternatives", réalisée parallèlement au troisième sommet entre les chefs d'État et de gouvernements de l'EU-ALC. Il se définit comme un espace d'articulation des mouvements des deux continents, aussi bien pour la construction d'alternatives que pour la résistance au modèle de libre-échange imposé par les corporations transnationales européennes. Leurs thèmes communs de travail tournent autour des relations économiques (commerces, dettes, corporations transnationales) ; politiques de coopération européenne ; paix, démilitarisation et droits humains. Depuis sa création, le réseau a réalisé d'autres réunions en Europe – à Londres, Bruxelles et Vienne, et aussi en Amérique latine, à Quito et à Cochabamba.

Le lancement de la troisième rencontre « Tisser des alternatives » a eu lieu le 26 janvier à Lima, à l'occasion de la journée de mobilisation et d'action mondiale liée au FSM en 2008. Lors de cet événement, le départ pour la préparation du contre-sommet de mai a été donné avec la prévision de rencontres au niveau régional au Pérou. Le contre-sommet prévoit non seulement l'approfondissement de son analyse critique sur les relations UE-ALC, les TLE, la militarisation et la criminalisation des mouvements sociaux dans les deux continents, mais aussi l'organisation d'une séance du Tribunal permanent des peuples (TPP) sur les impacts de l'action des transnationales européennes.

La Marche Mondiale des Femmes au Pérou participe activement au comité du EA3 et avec les réseaux alliés comme le Remte - Red de Mujeres Transformando la Economía, Anamuri, Fedaeys et Alai, elle propose d'organiser un Forum des femmes à cette occasion et, bien évidemment, de participer à toutes les actions de mobilisation qui auront lieu durant l'événement. La MMF agit également pour intégrer les MMF des deux régions au processus de préparation du EA3.

3. Démocratie participative du local au global : pour quel développement ?

La Rencontre mondiale « Démocratie participative du local au global : pour quel développement ? » s'est réalisée entre les 10 et 12 décembre dans plusieurs villes de la région Rhône-Alpes en France. La rencontre s'est organisée autour du partage de plusieurs expériences de participation citoyenne et de pratiques d'économie solidaire, la participation dans les municipalités et le financement du développement comme la proposition de la Banque du Sud. Les femmes, en plus de participer à toutes les discussions, ont bénéficié de deux moments pour discuter le thème d'un point de vue féministe. Des organisations de la région ont proposé l'atelier sur la participation des femmes dans la prise de décisions avec des récits d'expériences du Burkina Faso, de la Guinée, du Niger, des Philippines, de la Pologne, du Québec et de la région Rhône-Alpes.

Les discussions réalisées dans les divers ateliers ont été précédées d'une synthèse dans des Agoras (conférences participatives) présentant le point de vue des syndicalistes, des jeunes, mais aussi des féministes. L'Agora « Égalité entre les femmes et les hommes

dans le développement », organisée par l'association **EgalCité** a placé l'égalité et la liberté au coeur de la démocratie participative. Des femmes et des hommes de différents mouvements, parmi lesquels la Marche Mondiale des Femmes, et des centres de recherche ont échangé des expériences et élaboré des propositions pour le suivi du thème. L'une d'elle est la réalisation d'une rencontre sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans la démocratie participative qui serait précédée d'une synthèse d'expériences exemplaires de différentes régions du monde.

Plusieurs propositions ont été faites, unissant les pratiques participatives aux institutions économiques et politiques depuis le local jusqu'au global, impliquant la construction d'une nouvelle manière de penser, des changements culturels et institutionnels.

4. « La mondialisation de la lutte » : la 1^{re} Rencontre des femmes zapatistes réunit des femmes du monde entier

Les femmes et les hommes indigènes de l'Armée zapatiste de libération nationale (Ejército Zapatista de Liberación Nacional - EZLN) ont commencé la lutte armée le 1^{er} janvier 1994, s'insurgeant contre l'abandon et l'exploitation du gouvernement mexicain et du système capitaliste, lui-même promu par le premier. Il y a 14 ans, l'État du Chiapas, dans le sud-est du Mexique, se réveillait sous le contrôle d'un groupe de rebelles de gauche qui avaient passé dix ans dans la clandestinité à se préparer et se mobiliser dans la Selva Lacandona. Leur porte-parole et chef est le fameux Marcos, appelé sous-commandant car, dans ce mouvement, c'est le peuple qui commande vraiment.

Les Zapatistes¹ qui, à la base, constituaient un mouvement surtout politique et contre la mondialisation néolibérale, ont résolu de recourir aux armes en dernier recours pour mettre en pratique les principes fondamentaux de la Constitution mexicaine et pour défendre les 38 **municipios** de l'État du Chiapas, leurs territoires autonomes. Depuis lors, à partir de leur soulèvement du 1^{er} janvier 1994, la population, en grande majorité indigène et rurale, n'est plus traitée comme si ses membres étaient des animaux et n'est plus soumise au travail esclave dans les plantations, à la merci de la violence des propriétaires. Ils continuent à être pauvres, certes, mais ils sont enfin délivrés de plusieurs centaines d'années d'exploitation et ont réalisé d'énormes efforts – avec l'aide et la défense de l'EZLN – pour la création d'un système autonome d'éducation, de santé, de production. Tout cela, ils l'ont réussi "en résistant", c'est-à-dire en refusant l'appui financier et technique de l'État, qu'ils appellent « Mauvais gouvernement ».

La situation des femmes s'est améliorée de manière significative avec la mise en place, antérieure au soulèvement de 94, de la « Loi révolutionnaire des femmes » de l'EZLN et dès lors, de l'adoption de la loi par une partie des communautés zapatistes. Dans les régions où auparavant, les petites-filles n'étaient pas envoyées à l'école car on considérait qu'elles n'avaient pas besoin d'éducation, elles se rendent maintenant avec leurs frères dans les écoles autonomes zapatistes. De même que les jeunes-filles, qui étaient souvent obligées de coucher avec les propriétaires de plantation avant leur mariage (arrangé), peuvent maintenant se marier avec qui elles veulent, sans être violées avant par leurs patrons (qui d'ailleurs n'existent plus puisqu'en 1994, les Zapatistes récupérèrent les grandes parcelles de terres qui avaient été volées aux communautés indigènes). De

¹ Appelés ainsi en l'honneur de Emiliano Zapata, leader de la Révolution mexicaine qui a eu lieu en 1910, héros national et symbole de la rébellion.

même que les femmes qui travaillaient en échange de restes de nourriture dans les maisons des propriétaires de la plantation – où elles risquaient d'ailleurs constamment de subir des violences sexuelles et, par conséquent, de se retrouver enceintes – travaillent maintenant dans leurs communautés ou familles. Enfin, les maris ne permettaient pas à leurs femmes de sortir de la maison ; ces femmes occupent aujourd'hui des positions à responsabilités et participent activement à la vie de la communauté.

Malgré toutes ces avancées en faveur des femmes depuis le soulèvement, les inégalités entre les femmes et les hommes demeurent encore très importantes et l'oppression subie par les femmes est évidente dans les sphères publique et privée. Les hommes continuent d'être réticents à laisser les femmes sortir de la maison et elles continuent à effectuer toutes les tâches domestiques, à être responsables des enfants, de la préparation des repas, même si « les hommes aident un tout petit peu plus qu'avant » selon la promotrice de santé Sandra du **Caracol**² d'Oventik (30 décembre 2007). Elles sont encore une minorité à tous les échelons de l'autorité zapatiste et sont ridiculisées par les hommes qui doutent encore de leurs capacités à gouverner, à prendre des décisions et à assumer des responsabilités dans la communauté.

Lors de la Rencontre des femmes zapatistes avec des femmes du Mexique et du monde entier qui s'est déroulée entre les 28 et 31 décembre au **Caracol** de La Garucha, les camarades zapatistes – des autorités communautaires et un bon nombre de capitaines militaires de l'EZLN – ont discuté entre elles et avec nous (femmes d'autres organisations du Mexique et internationales) du chemin parcouru et de celui qu'il reste à parcourir. Malgré le fait que cette rencontre a été organisée en même temps que la III^e Rencontre des Zapatistes (hommes et femmes) avec les peuples du monde, c'est la première fois en 14 ans qu'un rassemblement est organisé par et pour les femmes. En ce sens, on note un pas important pour la reconnaissance des inégalités existantes entre les deux sexes et pour la lutte contre celles-ci. En tant que membres d'un mouvement mixte traditionnellement gouverné par des hommes dans une société patriarcale, les femmes doivent se construire un espace pour elles, sur un pied d'égalité avec les hommes.

Dans la Déclaration de La Garrucha

(http://www.marchemondiale.org/alliances_mondialisation/zapatistas/declaracion_garrucha/fr), les militantes de la Marche Mondiale des Femmes et de Via Campesina ont exprimé le privilège qu'elles ont ressenti à pouvoir être présentes à cet événement : « le caractère international et l'honnêteté avec laquelle nos organisatrices ont partagé leurs expériences avec les nôtres, ouvre la voie de la mondialisation de la lutte des femmes dans le monde entier et permet d'appuyer les femmes zapatistes et le mouvement zapatiste en général. » Elles ont ajouté : « pendant cette rencontre, nous avons beaucoup appris avec les expériences des femmes zapatistes, de part leurs conquêtes certes, mais nous avons aussi appris qu'il reste encore un long chemin à parcourir. Leur exemple renforce notre conviction qu'un monde d'égalité, de justice et de solidarité est possible et nous donne l'espérance d'une possibilité de changement concernant les relations sociales et économiques, la vie quotidienne et la culture d'oppression et d'exploitation à laquelle nous sommes soumises. »

² Note de traduction : Près de la moitié de l'État du Chiapas est organisée par le zapatisme en cinq communautés dites « caracoles » (escargots) avec, à leur tête, « un conseil de bon gouvernement ».

5. La famille de la Marche Mondiale des femmes continue de s'agrandir : création au Bangladesh d'une Coordination nationale

Les 15 et 16 novembre 2007, la MMF a organisé une rencontre entre plusieurs organisations de femmes, coordonnée par Saleha Athar (membre du Comité international de la MMF) et par Shashi Sail (ex- membre du CI de l'Inde).

Après une présentation des participantes – 35 femmes de 25 organisations différentes – Saleha et Shashi ont présenté la MMF et ses thèmes, ses objectifs et ses activités. Ensuite, les participantes ont discuté sur les quatre champs d'action du mouvement : violence contre les femmes ; paix et démilitarisation ; travail des femmes ; biens communs et accès aux ressources.

Pendant la réunion, les participantes ont décidé de créer la Coordination nationale (CN) du Bangladesh et ont élu ses membres. Sept organisations du Bangladesh sont représentées dans la CN, coordonnée par Salima Sultana de "Women and Child Hope". Un plan d'action a également déjà été décidé : organisation de la première rencontre de la CN, mise en place du plan stratégique de la MMF, organisation des activités du 8 mars, etc. Elles ont également parlé de leur souhait de participer à la Rencontre internationale en Galice en octobre 2008.

Début des préparatifs pour la VII^e Rencontre internationale de la Marche Mondiale des Femmes

Du 14 au 20 octobre, la Marche Mondiale des Femmes réalisera sa VII^e Rencontre internationale en Galice, dans le nord-ouest de l'Espagne, en Europe. Des militantes d'environ 35 pays vont passer 7 jours ensemble à se former, discuter des stratégies et se mobiliser autour du thème de la souveraineté alimentaire.

Nous recommandons à chaque CN de commencer d'ores et déjà à planifier sa participation pour que tous les pays soient représentés. Ainsi, nous suggérons, en juin ou juillet, la réalisation d'une réunion afin de choisir les représentants qui iront en Galice - des femmes qui militent déjà depuis longtemps à la MMF – et de discuter de l'obtention des fonds pour la concrétisation d'un tel projet (billets d'avion, inscription, etc.). Aux alentours de fin mai, nous ferons circuler des textes à débattre dans les CN.

Calendrier des événements

8 mars : Journée internationale des femmes

31 mars – 3 avril : Réunion du Conseil International du FSM, Nigeria

4 – 6 avril : Réunion Européenne de la MMF, Genève, Suisse

7 – 12 avril : Rencontre hemispherique de lutte contra ZLEA (Zone de libre-échanges des Amériques), Havane, Cuba

1 – 4 mai : Réunion du Comitê International de la MMF, São Paulo, Brésil

12 – 15 mai : III Rencontre articulation des alternatives – Reseau biregional des mouvements sociales latino-americains et européens, Lima, Pérou

22 – 24 mai : Rencontre Africaine de la MMF, Bamako, Mali (a confirmer)

Pour plus d'information sur le calendrier de mobilisations 2008 des mouvements sociaux, voir : <http://www.marchemondiale.org/cmifolder.2005-12-23.6522433749/agenda2008/fr>

Contacts

Comité international de la MMF :

Miriam Nobre (Secrétariat international), Nana Aicha Cissé et Wilhelmina Trout (Afrique), Ynares Caridad et Saleha Athar (Asie), Farida el Nakash (Moyen Orient), Rosa Guillén et Gladys Alfaro (Amériques), Celina dos Santos et Nadia de Mond (Europe).

Secretariat International – MMF :

Rua Ministro Costa e Silva, nº 36, Pinheiros
São Paulo - SP - Brésil
Code postal : 05417-080
Tel. : +55 11 3032-3243 / Fax : +55 11 3032-3239
E-mail : info@marchemondiale.org
site : www.marchemondiale.org

Equipe IS :

Alessandra Ceregatti, Célia Alldridge, Maria Curione, Miriam Nobre et Nathalia Capellini

Elaborations de textes :

Alessandra Ceregatti, Célia Alldridge, Gisèle Bourret, Marissa Revilla, Nancy Burrows, Rosa Guillén et Sandra Moran

Traduction :

Ângela Noronha, Catherine Degoulet, Maitê Llanos

Fichiers : Archives de la Marche Mondiale des Femmes

Mise en page : Luciana Nobre

Appuis : Novib, Fondo Global para las Mujeres, Fondo No Violencia, Oxfam GB Sur América, Desarrollo y Paz, E-CHANGER.

São Paulo, février 2008

Prochain numéro

Changements climatiques et les femmes

Réunion du Comité International de la MMF

Réunion du Conseil International du FSM

Rencontre International

